

Retraites, la réforme de trop

Le retour des lois scélérates

La répression policière et judiciaire que subissent les mouvements contestataires en France illustre un processus plus que centenaire : des lois d'exception votées à la hâte deviennent la norme.



Aurélie Piau. — "Réunion d'experts coiffés de nuages", 2011

Le 10 septembre 1898, le journaliste Francis de Pressensé — auparavant parfaitement légitimiste — lance à la tribune d'un meeting dreyfusard à Saint-Ouen :

*"On m'accuse de mener une campagne avec des anarchistes et des révolutionnaires ; c'est un honneur pour moi de mener avec ces militants une lutte pour la justice et pour la vérité."*¹

Jadis chroniqueur très officiel de la politique étrangère française, l'ancien journaliste du *Temps* essuie des injures quotidiennes dans la presse pour sa défense du capitaine Alfred Dreyfus, mais aussi parce qu'il s'engage dans ce combat aux côtés d'anarchistes. Cette alliance n'avait rien d'évident et doit beaucoup à la conjoncture créée par l'affaire. Les libertaires menaient campagne pour leurs camarades envoyés au bagne en application de lois adoptées cinq ans plus tôt en réponse aux attentats anarchistes. Certains d'entre eux, comme Émile Pouget ou Jean Grave, aux convictions naturellement antimilitaristes, avaient montré des réticences à s'engager pour un capitaine bourgeois et haut gradé de l'état-major².

Au cours de l'année 1898, Pouget va cependant évoluer et accepter d'écrire contre les lois qui visent les partisans de l'action directe aux côtés des dreyfusards Pressensé et Léon Blum, alors jeune auditeur au Conseil d'État. Cette alliance inédite trouve son lieu d'expression éditoriale dans une revue d'avant-garde littéraire et artistique, *La Revue blanche*, dirigée par un dandy anarchiste, Félix Fénéon, qui avait lui-même été emprisonné en application de ces lois antiterroristes avant d'être acquitté. Au printemps 1899, Fénéon publie une brochure qui réunit des articles de Pressensé, Pouget et Blum (qui signe "un juriste"). Son titre, *Les Lois scélérates de 1893-1894*, reprend celui d'un article de ce dernier paru six mois plus tôt. La lecture de ces textes en 2019 révèle d'étonnants parallèles entre la réaction de la jeune IIIe République face au terrorisme anarchiste et l'accumulation contemporaine de lois liberticides visant tour à tour opposants politiques, manifestants, musulmans trop croyants, écologistes trop radicaux, ou même badauds pouvant avoir un mot de trop à l'endroit de la maréchaussée...

En 1893-1894 comme au XXIe siècle, des parlementaires émus par l'événement de l'attentat, et dont les défenses démocratiques se sont soudain évanouies, adoptent des lois d'exception qui se norma-

¹ Rémi Fabre, *Francis de Pressensé et la défense des droits de l'homme. Un intellectuel au combat*, Presses universitaires de Rennes, 2004.

² Jean-Jacques Gandini, "Les anarchistes et l'affaire Dreyfus", *Réfractations*, no 42, Paris, printemps 2019.

lisent et qui, après avoir visé les seuls anarchistes, vont s'étendre aux militants politiques de gauche dans leur ensemble, avant de toucher potentiellement tout un chacun.

Blum en a donné un théorème :

"Dirigées contre les anarchistes, elles ont eu pour résultat de mettre en péril les libertés élémentaires de tous les citoyens."

En outre, ces lois, au nom de la lutte contre la matérialité physique de l'attentat, cherchent à atteindre la parole, l'idée, l'opinion, voire l'intention. Blum, encore, a écrit que la deuxième loi scélérate, celle sur les associations de malfaiteurs,

"lésait un des principes généraux de notre législation. (...) Aux termes de ce nouveau texte, la simple résolution, l'entente même prenait un caractère de criminalité".

C'est au surlendemain de l'attentat commis par Auguste Vaillant que la Chambre des députés adopte la première des trois lois scélérates. Le samedi 9 décembre 1893, le jeune anarchiste lance dans l'Hémicycle une bombe artisanale remplie de clous qui ne tue personne et ne fait presque aucun blessé. La légende veut que, une fois le calme revenu, le président Charles Dupuy ait déclaré :

"Messieurs, la séance continue."

Ces mots symbolisent aujourd'hui encore la calme pensée législative de la République.

Récemment, le conseiller d'État Christian Vigouroux, ancien directeur de cabinet de plusieurs ministres de l'intérieur et de la justice, s'enorgueillissait de la capacité de notre système juridique à respecter les libertés fondamentales même face aux pires horreurs. Cet éminent juriste présentait en 2017 l'épisode du 9 décembre 1893 comme un modèle de réaction démocratique face au terrorisme :

"Cette force de résistance de la Chambre des députés qui ne s'interrompt pas montre au terrorisme lui-même qu'aux yeux de la nation ce n'est pas lui qui fixe l'agenda des institutions."³

Par analogie, il glorifie la réponse étatique au terrorisme de l'année 2015, qui, selon lui, combine l'utilisation de l'état d'urgence et le respect des libertés. Mais le parallèle est bancal : en réalité, il n'a pas fallu attendre deux jours après l'attentat de décembre 1893 pour que, dès le lundi 11, la Chambre des députés — sous la présidence de Dupuy — vote la première des lois scélérates. Blum montre comment la Chambre a perdu tout sang-froid et légifère sous la pression du gouvernement, qui instrumentalise l'attentat pour tout faire passer. Ainsi les députés votent-ils avant même que le texte du projet n'ait été imprimé et ne leur ait été distribué. Un signe manifeste de calme, de sang-froid et de modération...

La première loi scélérate punit l'apologie des crimes ou délits. Une décennie plus tôt, lors du vote de la grande loi sur la liberté de la presse de 1881, les parlementaires avaient refusé d'inscrire dans nos codes ce délit, car il permettrait une "chasse à la pensée", selon les mots du rapporteur Eugène Lisbonne. Et c'est effectivement ce qui se produit à partir de 1893, lorsque la police emprisonna des personnes ayant tenu des propos favorables à l'anarchisme. Cette loi permettait en outre l'arrestation provisoire, c'est-à-dire la détention avant jugement, de l'auteur des propos litigieux. Le haut magistrat Fabreguettes se félicitait qu'avec la nouvelle loi on puisse désormais,

³ Christian Vigouroux, *Du juste exercice de la force*, Odile Jacob, Paris, 2017.

"en pleine réunion publique, arrêter un délinquant".⁴



Aurélie Piau. — "Oui je vous dit c'est non", 2014

Cette loi existe encore aujourd'hui. Elle a même été aggravée en 2014 à l'initiative du ministre de l'intérieur d'alors, M. Bernard Cazeneuve, qui a permis que l'apologie du terrorisme soit jugée en comparution immédiate⁵. Cela a eu pour effet l'emprisonnement de dizaines de prévenus n'ayant rien de terroristes, mais ayant tenu des propos pouvant leur valoir cette qualification pénale. Au lendemain des attentats de janvier 2015, Amnesty International et la Ligue des droits de l'homme se sont émus des lourdes condamnations prononcées en application du nouveau texte⁶.

La deuxième loi scélérate, celle sur les associations de malfaiteurs, introduit dans le droit la notion d'entente et de participation à une entente, pouvant déclencher — en l'absence de tout commencement d'exécution d'une infraction — la répression. Pressensé redoute que ce texte puisse

"atteindre, sous le nom d'entente et de participation à l'entente, des faits aussi peu susceptibles de répression que des entretiens privés, des lettres missives, voire la présence à une conversation, l'audition de certains propos".

Il ne faut pas quinze jours pour que ses craintes se confirment : le 1er janvier 1894, des dizaines de personnes répertoriées comme anarchistes par le renseignement font l'objet de perquisitions. Les journaux donnent alors chaque jour de nombreux détails sur ces opérations de police qui, en définitive, ne déboucheront sur presque aucune condamnation.

Ces lois permettent de multiplier des mesures de contrainte, attentatoires aux libertés individuelles, qui échappent au contrôle des juges. C'est le cas en 1894, mais aussi en 2015, lorsque l'état d'urgence autorise des milliers de perquisitions administratives violant l'intimité de familles musulmanes ou de militants écologistes, sans que l'immense majorité de ces visites domiciliaires soient contrôlées par un juge. Mais également à partir du mois de décembre 2018, lorsque, appliquant les ordres de la garde des sceaux Nicole Belloubet, les procureurs de la République permettent, dans toute la France, des interpellations préventives de "gilets jaunes" qui se rendent aux manifestations. La police prive ainsi de liberté des milliers de citoyens, quelques heures ou plusieurs jours, sans que cette atteinte à leurs droits soit contrôlée par un juge indépendant.

Cependant, l'héritage le plus important des lois scélérates se trouve aujourd'hui dans la logique du soupçon qui contamine le droit pénal comme le droit administratif. Le désormais fameux délit de participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations — créé en 2010 à l'initiative du député Christian Estrosi pour lutter contre ce qu'il appelait les "violences de groupe" — représente la version allégée de l'association de malfaiteurs de 1893. Il permet de punir la seule intention, sans qu'aucune violence ou dégradation matérielle ait même commencé. Massivement utilisé contre les "gilets jaunes", ce délit sert désormais aux parquets à embastiller de simples manifestants.

⁴ M. P. Fabreguettes, *De la complicité intellectuelle et des délits d'opinion. De la provocation et de l'apologie criminelles. De la propagande anarchiste. Étude philosophique et juridique*, Chevalier Marescq et Cie, Paris, 1894-1895.

⁵ Loi no 2014-1353 du 13 novembre 2014 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme.

⁶ "France. "Test décisif" en matière de liberté d'expression, avec de très nombreuses arrestations dans le sillage des attentats", Amnesty International, 16 janvier 2015 ; "Déjà 50 poursuites engagées au pénal pour apologie du terrorisme", Ligue des droits de l'homme, Paris, 14 janvier 2015.

Du côté de la police administrative, les deux ans d'état d'urgence — 2015-2017 — et l'inscription de celui-ci dans le droit commun ont durablement ancré l'idée que l'État pouvait se débarrasser d'éléments qu'il juge dangereux. Il existe nombre de dispositifs permettant — sur la seule foi d'un renseignement policier sans source ni signature — de licencier un conducteur de train ou de métro jugé trop engagé⁷, d'assigner à résidence un musulman⁸, d'écarter de leurs emplois tous les ennemis que l'État se désigne, faisant ainsi une confiance aveugle à sa police.

"Tout le monde avoue", concluait Blum, "que de telles lois n'auraient jamais dû être nos lois, les lois d'une nation civilisée, d'une nation probe. Elles suent la tyrannie, la barbarie et le mensonge."

Raphaël Kempf

□ Avocat. Auteur d'Ennemis d'État. Les lois scélérates, des anarchistes aux terroristes, La Fabrique, Paris, 2019.

⁷ Loi no 2016-339 du 22 mars 2016 relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs.

⁸ Loi no 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme.